

Recherches sociographiques



Yann FOURNIS, Marie-José FORTIN, Geneviève BRISSON, Guy CHIASSON et Marie- Claude PRÉMONT (dir.), *L'économie politique des ressources naturelles au Québec*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2018, 242 pages.

Jean-Thomas Bernard

Volume 60, numéro 2, mai-juillet 2019

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1070987ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1070987ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Bernard, J.-T. (2019). Compte rendu de [Yann FOURNIS, Marie-José FORTIN, Geneviève BRISSON, Guy CHIASSON et Marie- Claude PRÉMONT (dir.), *L'économie politique des ressources naturelles au Québec*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2018, 242 pages.] *Recherches sociographiques*, 60(2), 476-478. <https://doi.org/10.7202/1070987ar>

mouvement (les migrants ont des contrats nominatifs et sont confinés aux fermes dans lesquelles ils travaillent), soumis à un « contrôle paternaliste » par leurs employeurs et sans possibilité de profiter de l'opportunité d'un meilleur emploi ou de l'accès à la résidence permanente canadienne. Les histoires de vie racontées dans le livre nous font vivre le destin presque héroïque de quelques travailleurs migrants. L'aventure des déplacements pour le travail ne date pas d'aujourd'hui, mais les histoires des travailleurs que Castracani met devant nous rendent palpable leur souffrance, leur envie de vivre en dignité et de rêver d'une vie meilleure. Le livre nous fait aussi réfléchir à certains sujets sensibles au Québec, ceux relatifs à la différence, à l'étranger à l'identité québécoise supposément menacée par ces migrants qui viendraient non seulement travailler, mais aussi « profiter du système ». L'angoisse des sociétés développées face à la complexité du monde migratoire apparaît bien illustrée dans les descriptions qui font état des interactions entre les migrants et les institutions québécoises.

Cet ouvrage m'apparaît important pour au moins trois raisons : 1) parce qu'il constitue une polygraphie du monde agricole et de ses problèmes dans le contexte de la mondialisation, en présentant avec plasticité les expériences des migrants saisonniers confrontés à l'implacable logique économique et privés de leur subjectivité ; 2) parce qu'il permet de dévoiler l'utilisation de réglementations privatives de liberté dans le processus d'importation de la main-d'œuvre organisé par les États ; 3) parce qu'il soulève des questions d'ordre juridique quant à l'encadrement de ce processus. On apprécie la qualité de l'écriture de Castracani, l'originalité des interprétations, la volonté affirmée de « faire bouger les choses ». Un livre qui s'inscrit dans une perspective cohérente et assumée de militantisme social, remarquable par sa qualité descriptive.

Mircea VULTUR

Institut national de la recherche scientifique
mircea.vultur@ucs.inrs.ca

Yann FOURNIS, Marie-José FORTIN, Geneviève BRISSON, Guy CHIASSON et Marie-Claude PRÉMONT (dir.), *L'économie politique des ressources naturelles au Québec*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2018, 242 pages.

L'histoire du développement économique du Canada et aussi du Québec peut être perçue comme l'exploitation séquentielle de différentes ressources naturelles, nommément : les fourrures, le bois, l'hydroélectricité et les mines. Le développement de ces ressources reposait sur l'apport de la technologie et du capital étrangers et les produits étaient acheminés dans un état relativement peu transformé vers les marchés mondiaux. Le rôle du gouvernement se limitait à encadrer l'accès à ces ressources. Dans les années vingt, le professeur Harold Innis de l'Université de Toronto a élaboré une théorie de ce mode de développement économique qui constitue encore aujourd'hui une pièce maîtresse de l'histoire économique canadienne. C'est la théorie du développement économique axé sur l'exploitation des ressources premières (*the staples theory of economic growth*). Le changement technologique qui a baissé les coûts de transport et de communication et qui a

augmenté considérablement la productivité, la mondialisation des échanges et la place prépondérante des services dans l'économie moderne ont causé une transformation structurelle majeure où l'économie du savoir joue un rôle grandissant. Qu'arrive-t-il aux industries encore axées sur l'exploitation des ressources premières dans ce nouveau contexte qui est toujours en émergence ?

C'est le sujet analysé par les auteurs pour trois industries particulièrement présentes dans l'est du Québec, à savoir, les produits forestiers, le porc et l'énergie éolienne. L'accent est mis sur la dimension territoriale de ces industries qui concerne à la fois les acteurs immédiatement impliqués dans la production et les autres occupants du territoire qui peuvent être influencés de façon positive, mais aussi de façon négative par la présence de ces industries. C'est un sujet très vaste que les auteurs analysent sous l'angle de la gouvernance, concept qui se prête bien à l'étude des multiples forces déterminant l'évolution des industries sur un territoire donné.

Les auteurs distinguent trois niveaux en interaction dans un cadre vertical, surtout descendant, pour établir les règles d'opération des industries qui demeurent soumises à des changements. Il y a d'abord le contexte mondial de l'industrie ; celui-ci définit les marchés externes accessibles ainsi que les règles d'échange et apporte une contribution majeure à l'innovation technologique qui peut générer une nouvelle industrie comme l'énergie éolienne ou encore réduire la demande d'un produit mature comme le papier journal face à l'information électronique. Au second niveau, nous retrouvons le gouvernement qui possède en tout ou en partie certaines ressources comme la forêt et qui a le monopole de la réglementation des activités sur l'ensemble du territoire qu'il gouverne. Finalement, au bas de la pyramide, nous retrouvons les régions ou territoires où sont réalisées les activités d'usage des ressources naturelles. Ces activités concernent non seulement l'extraction comme telle, mais aussi l'usage d'autres propriétés des ressources naturelles qui peuvent contribuer au bien-être de la population. Ce livre porte surtout sur ce dernier niveau et il vise à comprendre comment s'opèrent les choix collectifs par les occupants du territoire dans le contexte où les industries d'exploitation des ressources naturelles sont en mutation face à la montée de l'économie de la connaissance. Les auteurs adoptent l'approche institutionnaliste pour analyser leur sujet ; cette approche est bien adaptée pour atteindre l'objectif recherché puisque différents groupes d'acteurs interagissent pour définir la nouvelle gouvernance des industrielles reliées aux ressources naturelles.

Tels sont le contexte, le sujet, l'objet et la méthodologie de cet ouvrage dont la majeure partie est consacrée aux trois industries retenues qui sont elles-mêmes à différentes étapes de leur développement, allant d'une industrie mature comme l'industrie forestière à une toute nouvelle industrie comme l'énergie éolienne. Même si ces industries partagent une caractéristique commune qui est l'implantation dans le territoire, leurs impacts locaux sont très variés, de même que différents les capacités des acteurs locaux à influencer la gouvernance de ces industries.

Chacun des chapitres porte sur une industrie particulière et présente le contexte de cette industrie, les mutations en cours, les enjeux économiques, environnementaux et sociaux, les groupes en présence et les moyens dont ces derniers disposent pour faire valoir leur point de vue. Les auteurs ne cachent pas leur parti

pris : le succès est ici mesuré par l'étendue du pouvoir de contrôle que détiennent les occupants du territoire. L'analyse est bien documentée et les auteurs présentent habilement la montée des groupes locaux dans la gouvernance de l'exploitation des ressources naturelles. C'est une lecture recommandée pour toute personne qui s'intéresse à la dimension territoriale de l'usage des ressources naturelles ; l'aspect politique est privilégié alors que l'aspect économique est plutôt laissé dans l'ombre.

J'aimerais apporter quelques précisions au sujet de l'industrie forestière. Le conflit du bois d'œuvre canado-américain n'a pas débuté en 2001 comme il est indiqué à la page 3, mais en 1982.² Il n'y a pas eu fermeture de la frontière entre les deux pays, mais imposition de droits compensatoires accompagnés parfois de droits antidumping. Cependant, la presque totalité de ces droits a été remboursée aux producteurs canadiens. Il demeure que le conflit commercial canado-américain sur le bois d'œuvre a accru l'incertitude pour l'industrie du sciage et par conséquent, pour l'ensemble de l'exploitation forestière. Ce conflit qui a fait l'objet d'ententes quinquennales temporaires entre le Canada et les États-Unis perdure encore aujourd'hui ; il constitue le conflit commercial le plus long de l'histoire entre les deux pays.

Jean-Thomas BERNARD

Département de science économique
Université d'Ottawa
jbernar3@uottawa.ca

2. Zhang, D., 2007, *The softwood lumber war: politics, economics, and the long US-Canadian trade dispute*. RFF Press, Washington, DC.